

Échange, confrontation et débat

PAR GÉRARD ASCHIERI, SYNDICALISTE ENSEIGNANT.

Dans ce que j'ai entendu, il y a un mot qui me plaît particulièrement, c'est celui de « débat ». Je pense en effet depuis longtemps que l'élaboration de réponses alternatives aux

questions de fond de l'avenir de notre société nécessite l'échange, la confrontation et le débat, parce que personne n'a de solution clé en main.

Il importe de croiser les approches et les apports de chacun dans le respect de la spécificité des divers points de vue. Cela vaut pour le politique et pour le syndical, et plus largement pour les diverses composantes de ce qu'on appelle le mouvement social.

En effet, si les points d'où chacun parle ne doivent pas être confondus, s'il faut veiller à n'instrumentaliser personne dans quelque sens que ce soit, je ne crois pas à des domaines réservés, étanches. Au contraire, l'actualité montre l'inverse. Lorsque les organisations syndicales

se battent pour la défense de notre système de retraite et qu'elles font des propositions alternatives aux « réformes » régressives du gouvernement, elles touchent à des questions « politiques » au sens le plus noble du terme : la conception des solidarités dans la société, la répartition des richesses, la fiscalité... C'est dans

**La question de l'école
et des services publics dans
leur ensemble doit être
au cœur des propositions
d'une alternative.**

le prolongement logique de leurs revendications.

Et nous avons des exemples récents où partis politiques, élus, syndicats, associations se sont retrouvés pour mener ensemble la bataille et le débat d'idées sur des questions centrales : je pense par exemple à ce qui s'est passé avec la votation citoyenne sur la privatisation de La Poste où aux états généraux pour les services publics aujourd'hui en construction.

Oui, donc au débat et à l'échange dans le respect de la spécificité de chacun.

Dans le cadre de ce débat, je souhaite apporter deux idées qui sont bien sûr liées à mon expérience particulière.

D'une part la question de l'école est une question centrale pour l'avenir de notre société ; c'est une question politique majeure et elle doit occuper une place déterminante dans les propositions d'une alternative ; mais il s'agit de le faire en se mettant d'accord sur l'enjeu fondamental qui est celui extrêmement ambitieux d'une lutte résolue contre les inégalités et pour la réussite de tous.

D'autre part il importe de faire des services publics, de leur défense et de leur rénovation un des axes d'une nouvelle politique et de la conception même de la société que nous voulons : ce ne peut pas être simplement un élément parmi d'autres d'un programme mais un des moteurs de la transformation.

Je ne fais qu'esquisser ces idées mais elles me semblent caractéristiques de ce qui peut être à creuser dans un tel débat.



Patrick Nussbaum